

Textes officiels

Traitement d'eau destinée à la consommation humaine

Un arrêté en date du 4 juin 2009 fixe les modalités relatives à la constitution du dossier de demande de mise sur le marché d'un produit ou d'un procédé de traitement d'eau destinée à la consommation humaine mentionné à l'article R1321-50-IV du code de la santé publique.

Arrêté du 4 juin 2009, JO du 17 juin 2009.

Mesures de l'activité volumique du radon

Trois arrêtés en date du 5 juin 2009 portent homologation de trois décisions (n° 2009-DC-0134, DC-0135 et DC-0136) de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 avril 2009. Le premier arrêté fixe les critères d'agrément des organismes habilités à procéder aux mesures de l'activité volumique du radon et les modalités de délivrance de l'agrément. Le deuxième arrêté est relatif aux conditions suivant lesquelles il est procédé à la mesure de l'activité du radon. Le dernier est relatif aux objectifs, à la durée et au contenu des programmes de formation des personnes qui réalisent les mesures d'activité volumique du radon.

Arrêtés du 5 juin 2009 portant homologation de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 avril 2009, JO du 21 juin 2009.

Médicaments

Collecte et destruction des médicaments à usage humain non utilisés

Un décret en date du 17 juin 2009 notifie les dispositions concernant l'organisation et l'encadrement de la filière de collecte des médicaments non utilisés rapportés par les particuliers aux officines de pharmacie. Il précise également les modalités de destruction de ces médicaments à la charge des entreprises pharmaceutiques d'exploitation des médicaments.

Décret n° 2009-718 du 17 juin 2009, JO du 19 juin 2009.

Médicaments vétérinaires

Un décret en date du 18 juin 2009 porte diverses dispositions relatives aux médicaments vétérinaires dans le respect des bonnes pratiques définies par arrêté des ministres de l'agriculture et de la santé.

Décret n° 2009-729 du 18 juin 2009, JO du 20 juin 2009.

Médicaments anticancéreux en médecine vétérinaire

Un arrêté en date du 18 juin 2009 est relatif aux bonnes pratiques d'emploi des médicaments anticancéreux en médecine vétérinaire, bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché.

Arrêté du 18 juin 2009, JO du 20 juin 2009.

Médicaments dans les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie

Un décret en date du 19 juin 2009 indique les dispositions à prendre concernant les médicaments dans les centres de soins en addictologie. Ces médicaments doivent notamment être détenus dans un lieu auquel n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'organisme.

Un état annuel des entrées et sorties des médicaments est adressé au pharmacien inspecteur régional de santé publique.

Décret n° 2009-743 du 19 juin 2009, JO du 21 juin 2009.

Centrales d'achat pharmaceutique

Un décret précise les conditions dans lesquelles des pharmaciens titulaires d'officine ou des sociétés exploitant une officine, peuvent constituer une société, un groupement économique ou une association, en vue de l'achat, d'ordre et pour le compte de ses associés (membres ou adhérents pharmaciens titulaires d'officine ou sociétés exploitant une officine), de médicaments, autres que des médicaments expérimentaux, à l'exception des médicaments remboursables par les régimes obligatoires d'assurance maladie.

Décret n° 2009-741 du 19 juin 2009, JO du 21 juin 2009.

Radiophysique médicale et diplôme délivré hors de France

Un arrêté en date du 19 juin 2009, relatif à la formation, aux missions et aux conditions d'intervention à la personne spécialisée en radiophysique médicale, fixe les conditions dans lesquelles les personnes spécialisées dans cette matière et titulaires d'un diplôme délivré hors de France, peuvent exercer en France.

Arrêté du 19 juin 2009, modifiant l'arrêté du 19 novembre 2004, JO du 21 juin 2009.

Commission chargée d'émettre un avis sur des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France

Un décret en date du 19 juin 2009 institue la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France pour exercer en France.

Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009, JO du 21 juin 2009.

Articles

Plan d'action : Obésité-Établissements de soins

Le rapport du Pr Arnaud Basdevant analyse les conditions d'accès aux soins des personnes obèses dans les établissements hospitaliers pour leur assurer la qualité et la sécurité des soins en médecine, en chirurgie et en obstétrique. Les propositions qui s'inscrivent dans les objectifs du Programme National Nutrition Santé, PNNS2, résultent d'une analyse d'un groupe de travail de la DHOS réunissant des représentants d'associations de patients, d'experts médicaux et paramédicaux et des représentants de la DHOS.

Arnaud Basdevant, avril 2009, 31 pages.

http://www.sante.gouv.fr/hm/pointsur/nutrition/Rapport_A_Basdevant.pdf
ou <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/094000170/0000.pdf>

Diabète et précarité

Une étude réalisée en Ile-de-France, de janvier 2003 à décembre 2006, a porté sur une population (32 435 hommes et 16 378 femmes, âgées de 35 à 80 ans) ayant bénéficié d'un examen de santé gratuit au centre du service d'action sociale du Centre médical IPC (Investigations préventives et cliniques), qui a pour mission de faciliter l'accès et la suite à l'examen de santé aux personnes en situation de précarité. La précarité matérielle et sociale a été évaluée par le score EPICES (Évaluation de la précarité et des inégalités de santé dans les centres d'examen de santé de France). Les résultats de cette étude ont montré que les sujets en situation de précarité pâtissent d'une incidence accrue du diabète et de ses complications : la prévalence du diabète est, respectivement chez les hommes et chez les femmes, de 6 % et 7 % entre 35 et 59 ans, de 18 % et 15 % entre 60 et 80 ans. Cette prévalence est trois à huit fois plus élevée que chez les non précaires. Plusieurs marqueurs du risque cardiovasculaire sont significativement plus élevés et plus fréquents dans cette population et d'autres indicateurs de l'état de santé sont altérés : scores de stress-anxiété et de dépression, tabagisme (chez les

hommes), gamma-GT, phosphatases alcalines, capacité vitale respiratoire, anomalie de la vision, plaques dentaires. Par ailleurs, une difficulté d'accès aux soins est fréquente.

Bulletin de l'Académie nationale de médecine, 2008, Tome 192, n° 9, 2^e trimestre 2009.

Dossiers

Santé mentale et travail : un enjeu de santé publique

Ce numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* est consacré aux problèmes de santé mentale en lien avec l'activité professionnelle, qui prennent une place grandissante dans notre société. Cette fréquence de troubles se traduit par un mal-être, des symptômes de type anxio-dépressifs, de diverses manifestations physiques, liées aux organisations de travail devenues stressantes (intensification du travail et contraintes psychosociales). Après un chapitre portant sur les données disponibles en France permettant d'établir un premier diagnostic sur la santé mentale au travail, ce numéro présente les premiers résultats du volet « entreprise » du programme de surveillance, Samotrace. Ces résultats montrent, à l'appui d'une illustration clinique et d'une enquête transversale en population salariée menée en région Paca, des associations importantes entre les symptômes de santé mentale et l'exposition à certaines contraintes psychosociales (y compris des violences) au travail. Par ailleurs, ce numéro décrit une étude française, réalisée au début des années 2000, basée sur l'expérience du programme Aprand (action de prévention des rechutes des troubles anxieux et dépressifs). Le but de ce programme a été d'explorer la possibilité d'améliorer le diagnostic et la prise en charge des troubles anxieux et dépressifs par un programme de détection et de promotion de la santé en consultation médicale. Enfin, un article fait le point sur le champ de l'enquête de surveillance médicale des expositions aux risques professionnels (SUMER) : en 2009, le champ est élargi à la fonction publique de l'État, à la fonction publique territoriale et aux régies de transports urbains. Les premiers résultats de l'enquête Sumer 2009 seront disponibles fin 2010.

InVS, BEH, n° 25-26, 9 juin 2009, 24 pages.

Surveillance en santé environnementale : mieux comprendre

Après avoir expliqué les concepts de surveillance en santé environnementale, ce numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, donne des éclaircissements sur le rôle et les caractéristiques des systèmes de surveillance pour la fonction d'alerte en santé. Un article sur la région Ile-de-France explique comment deux structures « généralistes » d'observation et de veille en santé, telles que l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France (ORS) et la cellule interrégionale en épidémiologie (Cire) ont su développer régionalement des compétences complémentaires et spécifiques dans le domaine de la surveillance des effets sanitaires sur l'environnement et viennent en appui pour montrer la nécessité de disposer dans une région fortement urbanisée d'une information régulière et continue, tant sur les expositions et leur nature, que sur leur impact sur la qualité de vie et sur la santé des Franciliens. Des programmes de surveillance en santé environnementale en France ainsi que la collaboration à des projets et réseaux européens et internationaux spécialisés dans le domaine de la santé environnementale (SE) sont également décrits dans ce numéro : Psas en France, Apeha, Apehis-Aphekom, en Europe...

InVS, BEH, n° 27-28 du 22 juin 2009, 32 pages.

Ouvrages

La psychiatrie en France : de la stigmatisation à la médecine de pointe

Ce rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé (Opeps) observe que la psychiatrie est à un tournant de son histoire et constate qu'en dépit du plan psychiatrique 2005-2008 et malgré des diagnostics réguliers, les objectifs en matière de santé mentale inscrits dans la loi de santé publique du 9 août 2004 n'ont pas été atteints (taux de suicides, nombre de cas de psychoses chroniques inconnus) et que le calendrier sur le projet de loi « santé mentale » n'est pas encore finalisé. Il souhaiterait par ailleurs que l'évolution de la psychiatrie soit suivie de deux séries d'exigences : centrer les soins sur le malade et mieux connaître la

maladie mentale. Ce rapport se compose ainsi en deux parties : la première partie porte plus précisément sur les soins portés au malade par son entourage et la nécessaire coopération des professionnels pour améliorer le niveau de santé mentale ; la seconde partie préconise de permettre au patient de mieux comprendre sa maladie. Il propose 12 pistes afin de changer le regard de la société sur la maladie mentale, d'améliorer la formation des professionnels y intervenant et d'offrir un cadre institutionnel plus précis à la démarche de prise en charge de la santé mentale dans son ensemble en tant que branche, à part entière, de la santé publique.

Alain Milon, sénateur, Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé, A.N., n° 1701 mai 2009,

Sénat n° 328, avril 2009, 135 pages.

Grippe A : tout ce qu'il faut savoir : Etat des lieux

Ce livre a pour but d'informer le public mais aussi les médecins de toutes spécialités et notamment les médecins généralistes, sur le point d'équilibre qu'il faut adopter devant tout risque pandémique en donnant un certain nombre d'éclaircissements sur l'origine de la grippe A H1N1. : origine de cette grippe au Mexique, information sur les données scientifiques de ce virus, information sur la virulence de cette pandémie, information sur le mode de propagation, informations sur les précautions à prendre et information sur le traitement de cette grippe, mais aussi sur les possibilités de vaccins.

Geneviève Bouche, éditions Res publica, mai 2009, 197 pages.

Carnet de santé de la France 2009

Les 4,5 et 6 juin 2009, la Mutualité française a organisé son 39^e congrès à Bordeaux dont les travaux avaient pour thème : *Innover pour un monde plus solidaire : de nouveaux territoires pour la Mutualité*. L'édition 2009 du *Carnet de santé de la France* a été publiée à cette occasion, à un moment où la France affronte de nouvelles difficultés. Pour moderniser le système de santé dans ce contexte, les auteurs pensent que des leçons peuvent être utilement tirées des réformes engagées dans différents pays. Cet ouvrage après avoir fait un rappel de l'économie et de la politique de santé en France, décrit et analyse les systèmes nationaux de santé et les réformes des soins médicaux apportés ces dernières années par plusieurs pays européens (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni) mais aussi par les Etats-Unis, Israël, le Chili, la Nouvelle-Zélande, Singapour. Dans le contexte juridique actuel du Parlement européen, cet ouvrage explique également les bienfaits mais aussi les limites des comparaisons des systèmes nationaux de santé à l'épreuve du droit européen : mobilité et libre circulation des professionnels de santé en Europe, droit à la mobilité des patients, remboursement des soins, coopération sanitaire transfrontalière, limitation des libertés commerciales...

Sous la direction de Jean de Kervasdoué, Collection Économie, droit et politiques de santé,

Éditions Dunod, juin 2009, 250 pages.

Health technology assessment and health policy-making in Europe : current status, challenges and potential

Cet ouvrage sur « l'évaluation des technologies de santé et l'élaboration des politiques de santé en Europe » a pu être réalisé grâce au concours de l'Observatoire européen sur les systèmes et politiques de santé (European observatory on Health systems and policies) et du projet Unethta (European network for health technology assessment). Depuis la création du premier organisme national du Code de la route en Suède dans les années quatre-vingt, de nombreuses institutions impliquées dans l'évaluation des technologies de santé (ETS) ont été multipliées en Europe. Ce livre en décrivant la situation actuelle et les défis à relever, cherche à transmettre la valeur de l'ETS et à montrer le potentiel des technologies de la santé dans la prise de décision et l'organisation des soins auprès d'un large public.

Marcial Velasco Garrido, Finn Borlum Kristensen, Camilla Palmhoj Nielsen,

Reinhard Busse : European observatory on health systems and policies et Eunethta,

Observatory studies series n° 14, s.d. (ouvrage reçu en juin 2009), 181 pages.

Investing in hospitals of the future

Investir dans les hôpitaux de l'avenir, tel est le titre de cet ouvrage, qui cherche à identifier les résultats obtenus à la suite des investissements considérables réalisés dans les établissements de santé par rapport aux attentes des utilisateurs. Il rassemble les connaissances

actuelles sur la planification, le financement, la construction et la gestion des nouveaux équipements de santé.

Bernd Rechel, Stephen Wright, Nigel Edwards, Barrie Dowdeswell, Martin Mckee : European observatory on health systems and policies and European health property network, Observatory studies series n° 16, s.d. (ouvrage reçu en juin 2009), 284 pages.

Revue de presse rédigée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Conseil de la santé publique
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
0140567980
0140567949
www.hcsp.fr